



Compte rendu visioconférence DGFiP du 9 mars 2021

Propos introductifs du DG :

Le directeur Général précise que la situation sanitaire n'a pas radicalement changé, elle est même très stable. La situation reste préoccupante sur certaines zones avec des évacuations sanitaires etc, il y a une forte surveillance sur ces départements.

Concernant la vaccination, les chiffres prennent de l'ampleur, cela a été très marquant ce week-end, on en est à un million de personnes vaccinées par semaine. La DG va en reparler avec le secrétariat général (un échange est prévu demain avec les fédérations). À la DGFiP, un travail est engagé pour quelques sites test très prochainement.

Concernant le télétravail, un message insistant sur la situation actuelle, pour passer à du télétravail, en forme obligatoire, à 2 jours par semaine, a été envoyé. Le taux de télétravail reste juste au-dessus de 30 %, cela reste insuffisant. Cela reste un sujet de préoccupation.

Le fonds de solidarité est en route au titre du mois de janvier. Les stocks sont de 50 000 dossiers au titre du mois de décembre... ce sont surtout des demandes en attente car non réponses des usagers sur des pièces manquantes etc.

Le rythme de traitement est plutôt bon. Les renforts annoncés se mettent en place. Le dispositif va se déployer largement.

La DRH apporte quelques éléments suite aux demandes précédentes des OS :

La demande d'autorisation d'absence des agents pour permettre de se rendre à un rendez-vous de vaccination pendant les horaires de travail est accordée. Un message en ce sens sera fait au réseau.

Sur la problématique des adresses mail en Rhône-Alpes, le sujet est résolu, les listes stabilisées et communiquées aux OS locales.

Concernant les réunions en audio et non en visio, en Rhône-Alpes, les outils permettant la visio n'étaient pas réunis, des nouvelles licences gotomeeting sont en cours de déploiement pour passer en mode visio.

Ce déploiement des licences est fait dans toutes les régions pour la visio.

Concernant les mesures sanitaires pour la plateforme téléphonique en Gironde, le médecin de

prévention a été sollicité et n'a pas fait d'objections, mais on est encore en train d'expertiser cette mise en place.

Interventions de la CGT :

La CGT a réitéré ses revendications de retrait des réformes et a minima leur suspension, et la banalisation des horaires et/ou la réduction du temps de travail.

En matière de télétravail confiné, la CGT insiste sur la nécessité du volontariat des agents. Elle précise que le taux reste stable mais que cela est dû aussi au non équipement d'agents volontaires, et aux refus de la hiérarchie de permettre plus de jours de télétravail aux agents qui le souhaitent.

La CGT insiste sur la prise en charge urgente des frais engendrés par le travail à domicile, elle cite un poste publié sur les réseaux sociaux de la DGFiP, affirmant que la crise sanitaire induisant un recours massif au télétravail a conduit un grand nombre de salariés à engager des frais professionnels. Le constat étant partagé, il est urgent d'y apporter cette prise en charge légitime et que les agents attendent depuis bientôt un an.

La CGT fait remonter les blocages persistants dans les DISI sur le télétravail confiné, alors que les missions sont télétravaillables et les agents volontaires.

La CGT revendique le maintien du concours de Technicien géomètre au titre de 2021 et questionne la DG sur sa suppression.

La CGT précise l'exaspération ou a minima l'inquiétude des agents à l'approche de la campagne IR et les consignes parfois contradictoires entre les impulsions à plus de télétravail et un accueil sans rendez-vous qui serait de mise pour la campagne. La CGT met en avant l'urgence de la préparation de la campagne et une communication claire auprès des agents qui en ont la charge.

La CGT demande le bilan de la campagne 2020.

La CGT est intervenue sur l'exaspération des agents des SIE au vu des problèmes de connexion persistants des applications nécessaires à la gestion du fonds de solidarité. Ces problèmes se cumulent avec le surcroît de charges que les agents subissent.

Concernant la mise en place de la plateforme en Gironde, la CGT persiste, même avec l'aval du médecin de prévention : quelle est la nécessité aujourd'hui de faire courir plus de risques aux agents et de leur compliquer leurs conditions de vie au travail déjà lourdement impactées par la crise ? La CGT insiste sur le report a minima des réformes et restructurations.

Réponses du DG :

Le DG prend note sur l'indemnisation du télétravail, il ne ménage pas ses efforts et espère qu'ils se traduiront concrètement, il en reparle au ministre très rapidement.

Bien noté au sujet des accueils, le DG propose de reparler très prochainement de la campagne IR (date de départ 8 avril). Il faudra une organisation robuste et adaptable aux situations locales et nationales. Le sujet de l'accueil est plus complexe cette année avec les MFS etc, il faudra tenir compte de ce que feront nos partenaires.

La visio de la semaine prochaine sera dédiée à la campagne IR.

Concernant les problèmes de connexions persistant aux applications de gestion du fonds de solidarité, le DG va demander aux équipes de fournir des éléments de communication qui

expliqueront les travaux de modernisation en cours sur les applications, pour que les agents soient au courant en amont avec communication du calendrier des interventions. Et il va mettre en place un système de communication sur les incidents, il faut les afficher pour que l'information circule bien auprès des agents.

Le DG prend note de la situation en Gironde et va continuer à regarder ce sujet.

Sur les résultats et les entretiens d'évaluation, il est difficile de formaliser que le DG cette année se fiche complètement des résultats. Le sujet des résultats est complexe car les impacts de la crise sont très différents selon les missions. Mais le message est passé qu'il n'est pas question de chercher à tenir coûte que coûte les indicateurs.

Au sujet des cadres, des réflexions et pistes pour l'avenir seront portées à la connaissance des OS prochainement.